

États-Unis

Un sauveur nous est né

Analyse critique de la réélection de Bush

Malgré les espérances naïves des Européens, Georges Bush Jr a vu son bail à la Maison-Blanche renouvelé pour quatre années. Georges Bush, le mal élu, le mal aimé de 2000, a non seulement reçu l'« onction » du vote populaire (51 % des voix, soit plus de trois millions de voix de plus que John Kerry), et le vote de la majorité des États (trente-et-un États contre vingt pour John Kerry), mais son parti sort fortement renforcé de ce suffrage, à la Chambre comme au Sénat. Cerise sur le gâteau: les référendums organisés çà et là à propos du mariage homosexuel ont tous confirmé la ligne du président: ils ne seront pas autorisés. À première vue, c'est donc un plébiscite pour le président et son gouvernement, là où l'opinion publique européenne espérait une débâcle. Chronique d'une victoire qu'aucun analyste européen n'osait anticiper...

Muriel Ruol
Olivier Servais

Nuançons d'emblée le propos. En cette affaire, l'Amérique fut plus divisée que ne le laissent paraître la plupart des médias, souvent portés à la simplification. Au lendemain des élections, les États-

Unis d'Amérique nous paraissent bel et bien une nation divisée. La géographie des résultats électoraux parle d'elle-même. Alors que le Nord-Est, le Centre-Nord et l'Ouest votaient majoritairement en faveur de John Kerry, le Centre-Sud et le Sud reconduisaient nettement le président sortant. La fracture se prolonge d'ailleurs jusque chez les voisins du Nord. En effet, si le Canada s'apparente majoritairement aux démocrates (Parti libéral, Nouveau parti démocratique et Bloc québécois), les trois Provinces,

acquises à une droite conservatrice et chrétienne, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, semblent prolonger au Nord, la doctrine « pro-Bush » des États des plaines¹.

UN PLÉBISCITE RELATIF

La sociologie électorale réserve d'ailleurs d'autres surprises. Ainsi, si côté « minorités », l'on s'attendait au vote des Afro-américains en défaveur de G. W. Bush, on n'imaginait pas que le vote de la minorité hispanophone serait aussi équilibrée: le vote républicain semble s'y renforcer d'élections en élections. Autre paradoxe: le vote des populations fragilisées économiquement, notamment dans les anciens États industriels du Centre-Est du pays, s'est réparti assez équitablement entre les deux candidats, là où l'on aurait attendu un vote sanction. Les restrictions sociales n'empêchent donc pas George W. Bush de tirer son épingle du jeu dans ces États centraux, clairement défavorisés par la nouvelle donne de l'économie américaine. De ce point de vue, l'Ohio constitue un exemple typique. Voici un État dont la situation s'est fortement dégradée en quatre ans, dont les grandes villes connaissent une émigration massive et voient donc

leur population s'effriter; bref, un État dont la situation socioéconomique plaide clairement en faveur d'un vote sanction, et qui maintient néanmoins un vote majoritairement républicain. Cette étrange cristallisation politique autour d'un vote pro-Bush s'inscrit certes dans le cadre plus général d'une polarisation massive entre le vote des villes et celui des campagnes. L'Amérique profonde — celle des campagnes et non des villes — s'est toujours méfiée des discours trop raisonnés, trop intellectuels, où les mots et les idées semblent à l'étroit comme dans des habits de technocrates venus de la ville. Des attributs que l'on retrouve fortement chez Kerry, l'« aristocrate », et dont Bush s'est empressé de se débarrasser au profit d'une attitude de cow-boy texan bien étudiée. Une attitude qui a payé: alors que Washington, la ville des technocrates, soutenait largement John Kerry, les zones rurales plébiscitaient G. W. Bush. Mais la défiance vis-à-vis d'une certaine intelligentsia et la tradition anti-intellectualiste, qui caractérise l'Amérique profonde, n'expliquent évidemment pas tout. Des raisons plus fondamentales, ancrées dans l'histoire américaine, lointaine et récente, expliquent selon nous la

reconduction au pouvoir d'un candidat au bilan si critiquable à nos yeux d'Européens.

UN VOTE À TENEUR RELIGIEUSE

Si l'on veut comprendre le choix franc et massif en faveur du candidat républicain, il faut détourner les yeux des logiques économique et sociale pour remonter en amont vers la question religieuse. Non seulement parce que, comme les analystes l'ont largement souligné, une bonne franche des électeurs évangélistes (celle qui naguère avait soutenu Clinton et s'était abstenue en 2000) a cette fois massivement voté en faveur de Bush. Ce qui constitue malgré tout quelque 38 millions d'électeurs. Mais parce que, par-delà le vote de cette tranche spécifique de la population américaine, ce sont des raisons d'ordre avant tout religieux qui expliquent en partie le succès de G. W. Bush.

Commençons par un bref retour sur l'histoire récente. Le 11 septembre a constitué, nous le savons, un véritable traumatisme national aux États-Unis. Mais peut-être ne réalisons-nous pas assez, de ce côté-ci de l'Atlantique, à quel point il fut un événement fondateur pour la conscience américaine, propulsée brutalement dans un mouvement de profonde mutation symbolique et identitaire. Depuis, si

¹ Le site <http://www.jesusland.com/> relate avec humour cette bipartition du continent américain. De même, l'accroissement d'une immigration américaine au Canada témoigne de cette situation.

l'on excepte une minorité nantie, tout Américain semble sur le pied de guerre. Après l'Empire rouge, oppresseur des libertés, face auquel l'Amérique entière s'était liguée, voici l'Empire invisible du terrorisme, qui menace à tout instant les libertés individuelles. La mise en scène de la menace terroriste, qui est comprise en Europe comme une manipulation politique, est vécue aux États-Unis comme un appel à la vigilance et comme la participation à un effort patriotique et citoyen. Menace invisible et omniprésente sur « ma » liberté individuelle, peurs multiples et multiformes, recours à la force et à la violence préventive: tous les éléments du cocktail détonnant mis en évidence par Michael Moore dans son film *Bowling for Columbine*, se retrouvent ici. On comprend dès lors que la guerre en Irak, choquante aux yeux d'une majorité d'Européens, ait été vécue aux États-Unis comme un recours légitime à la force, dans la plus pure tradition américaine.

C'est dans ce contexte de traumatisme identitaire, ressenti par toute une nation, qu'il faut replacer un deuxième élément, qui vient renforcer encore la dynamique d'unité nationale. Il s'agit de ce que l'on a appelé le « messianisme » de G. Bush. Lequel ne se comprend que dans un contexte de crise. On connaît le rôle

incontournable de la « conversion » au Dieu des chrétiens dans le parcours personnel du président Bush. Mythologiquement « sauvé » de la boisson par cette conversion², le président américain ne manque pas de multiplier les références à sa foi, tant dans ses interventions privées que dans ses allocutions publiques³. G. W. Bush ne craint pas, en effet, de se déclarer ouvertement « inspiré par Dieu ». Des allusions explicites qui confèrent à sa présidence des allures messianiques qui correspondent à la fois à l'air du temps et s'ancrent profondément dans la tradition et l'histoire du peuple américain.

BUSH, LE MESSIE QU'ATTENDAIT LE PEUPLE « PRESQUE ÉLU » ?

Il n'est guère étonnant finalement qu'une société en crise « flirte » avec une approche messianique du pouvoir. Les sociétés en perdition ont souvent besoin de se rassembler autour d'un individu « inspiré de Dieu », pour traverser les périodes les plus troubles et

les plus sombres de leur histoire. Dans le cas des États-Unis d'Amérique, cette tentation critique se greffe sur une tradition messianique américaine profondément ancrée. On se souviendra du rôle majeur qu'a joué le mythe fondateur de la « Terre promise » dans la constitution de la nation américaine. C'est dès l'origine que l'Amérique s'est sentie investie d'une mission prophétique. Une nation « sous le regard de Dieu » que les pères fondateurs n'ont pas hésité à qualifier de « nouvel Israël », contribuant à forger ce que les sociologues ont appelé une « religion civile⁴ ». Quoi de plus normal, dès lors, que ce « peuple presque élu » soit guidé par un Messie ?

L'émotion suscitée par les événements du 11 septembre, le terreau propice à une dérive messianique que constitue la « religion civile » américaine, la construction soigneusement orchestrée de l'image d'un président pieux et simple⁵ aux antipodes des frasques sexuelles de son prédécesseur (qui ont éclaboussé la fonction

² La réalité est, hélas, plus banale, puisqu'il semble que ce soit sous la menace de sa femme de le quitter que le futur président ait arrêté l'abus d'alcool.

³ Voir à ce propos l'article édifiant de Ron Suskind, intitulé « La foi de George W. Bush » paru le 4 novembre dernier dans le journal *Le Monde*.

⁴ L'expression fut employée pour la première fois par le sociologue Robert Bellah, dans un article de 1955. Voir notre dossier « Le choc des universalismes », janvier 2004.

⁵ Il est bien entendu que cette image est partiellement (voir totalement) construite. Les analyses à ce sujet de Sébastien Fath sont éloquentes. Voir Fath S., *Dieu bénisse l'Amérique, La religion de la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2004, 285 p.

présidentielle dans ce qu'elle a de plus « sacré⁶ ») ont créé les conditions favorables à une « messianisation » de l'hôte de la Maison-Blanche, perçu par l'Américain moyen comme l'homme le plus à même de le comprendre jusqu'aux tréfonds de lui-même (« G. W. Bush est des nôtres, il a souffert à nos côtés »), et de guider, tel un nouveau Moïse, la nation américaine à travers les eaux troubles du terrorisme. On mesure mieux ici l'abîme qui sépare G.W. Bush du personnage incarné par John Kerry!

VERS UNE SACRALISATION DU POUVOIR?

Dans le même temps, la nature du pouvoir incarné par G. W. Bush s'en trouvait considérablement transformée. Pour le dire rapidement, le modèle de l'administration Clinton devait encore beaucoup à la tradition du libéralisme démocratique inspiré de John Locke. Les huit années du mandat Clinton ont incarné un libéralisme de bon aloi. Favorable aux minorités, soucieux de respecter le principe de tolérance et revendiquant, par-delà, un pluralisme des convictions religieuses, philosophiques et morales, Bill Clinton

a toujours clairement séparé la politique des valeurs morales et religieuses. Les références traditionnelles à Dieu et à la volonté divine liées à la religion civile américaine, n'étaient certes pas mises à l'index, mais plutôt mises en œuvre dans une configuration minimale. Elle correspond, dans une certaine mesure, à la sensibilité européenne. Laquelle, d'ailleurs, n'a pas compris ce qui était en jeu dans l'« affaire Monica Lewinsky ». En cette affaire, les Européens se reconnurent très majoritairement dans la personne de Bill Clinton. Ils s'offusquèrent des attaques portées sur le plan privé (qui pour eux n'avaient rien à faire avec le rôle public du président) : ce qui choquait les Européens, c'était cet amalgame, la confusion des genres et des registres entre privé et public. Une vision somme toute très... européenne de la séparation entre Église et État, entre les sphères privée et publique. Si cette vision recoupait encore dans une certaine mesure l'approche « lockéenne » défendue par l'équipe Clinton, elle se situait aux antipodes du rigorisme moral des partisans de G. W. Bush. L'arrivée de ce dernier à la Maison-Blanche en 2000

sonna ainsi tout à la fois la victoire des détracteurs de Clinton, et la conquête du pouvoir par une équipe républicaine, porteuse d'une vision du pouvoir et de ses relations avec la morale et la religion, diamétralement opposée à la vision « lockéenne » de Bill Clinton — à fortiori de la vision européenne.

LA VICTOIRE DES « STRAUSSIENS » : À VIN NOUVEAU, OUTRES NEUVES

Le modèle « néoconservateur » de Bush fils s'inspire, en effet, davantage de Hobbes que de Locke. On connaît l'influence cruciale du philosophe Léo Strauss sur les « faucons » qui hantent les coulisses de l'actuelle administration Bush. Or, Léo Strauss défendait une interprétation très personnelle de l'œuvre de l'auteur du *Léviathan*, où l'autoritarisme de l'État voisine avec un individualisme radical. C'est la pensée de Hobbes bien plus que celle de Locke qui stimule la réflexion de Léo Strauss et de ses disciples⁷. On imagine aisément la puissance de ce cocktail détonnant d'individualisme radical et de conception absolutiste du pouvoir, en particulier lorsqu'on y verse encore quelques gouttes de l'élixir messianique décrit plus haut. À vin nouveau, outres neuves. Ce serait sans doute aller trop loin que d'affirmer que la conception nou-

⁶ L'affaire Lewinsky fut de fait un premier traumatisme pour une large franche de la population conservatrice. Compris comme une véritable atteinte au « sacré » de la fonction présidentielle, cette pollution ne pouvait être lavée que par la nature mythologiquement « sainte » du successeur de Clinton.

⁷ Son premier ouvrage traitait d'ailleurs de la philosophie politique chez Hobbes.

velle du pouvoir que revendiquent ouvertement les « néoconservateurs » ne relègue aux oubliettes les autres usées que représentent pour eux les valeurs constitutionnelles (« lockéennes »), encore à l'honneur à l'ère Clinton. Il semble néanmoins que la sensibilité constitutionnelle représentée par la tradition lockéenne cède ici progressivement le pas à une approche hobbesienne, qui défend l'idée d'un pouvoir fort, précisément au nom des libertés individuelles.

Pour le dire synthétiquement, le nouveau modèle revêt les traits paradoxaux d'une conception absolutiste du pouvoir alliée à un individualisme radical (tel est l'héritage de Hobbes) et doublée d'un universalisme messianique. La conception du pouvoir de G.W. Bush s'inspire donc de Hobbes, mais d'un Hobbes où la foi et la croyance remplaceraient la raison. Prenons rapidement la mesure des glissements opérés. Une conception hobbesienne où l'absolutisme du pouvoir se veut « d'inspiration divine⁸ ». Chez Hobbes, l'homme était en état de guerre permanente avec lui-même. Depuis le 11 septembre, il en est de même chez Bush. Il ne s'agit plus toutefois d'une guerre entre individus monadiques, mais d'une guerre de religion, centrée non sur la « conservation de soi » — thème cher à Hobbes —, mais

sur la « conservation d'une communauté de foi et de liberté ». Dans les deux modèles, le pouvoir est absolu. Dans les deux modèles, il est couplé à un individualisme radical. « Tous derrière le président », oui mais, ajoute Bush, « sous la protection et l'inspiration de Dieu ». L'acquis moderne de la séparation entre le politique et le religieux vole ainsi en éclat dans la conception de G. W. Bush. Lequel amalgame allègrement ces deux dimensions. Sébastien Fath parle à cet égard du « troisième stade de la religion civile américaine ». Nul ne sait s'il s'agit d'un stade terminal. Rien, en tous les cas, ne pouvait éloigner davantage la nation américaine de ses alliés européens...

L'HYPOTHÈSE D'UN CHOC DES UNIVERSALISMES REVISITÉE

Le résultat des élections américaines nous donne l'occasion de vérifier et de mettre en perspective l'hypothèse d'un « choc des universalismes » formulée lors de la crise diplomatique entre une certaine Europe (celle appartenant au « camp de la paix » : la France, l'Allemagne et la Belgique) et les États-Unis d'Amérique, et relayée

dans le dossier du mois de janvier 2004.

Le différend entre l'Europe et les États-Unis, disions-nous, ne repose pas tant sur un différentiel de puissance ou de cultures stratégiques, comme un certain R. Kagan s'évertuait à nous le faire croire (comme si l'attachement de l'Europe aux principes du droit ne reflétait que sa faiblesse sur l'échiquier politique) que sur deux visions du monde déclinant chacune à sa manière les rapports entre le droit et la morale ; la religion et la politique. Il apparaît aujourd'hui encore plus clairement combien ces deux visions renvoient à deux lectures différenciées de la modernité et à des expériences contrastées de la séparation de l'Église et de l'État. De ce point de vue, la séparation instaurée par Kant entre le droit et la morale, constitue comme un cran d'arrêt à la dérive messianique à laquelle nous assistons de l'autre côté de l'Atlantique. Le fossé ne cesse ainsi de se creuser entre ces deux sociétés appartenant à la même modernité « occidentale ». Ce qui valait récemment pour expliquer les manières contrastées de l'Europe et des États-Unis de se rapporter à l'uni-

⁸ Il est à noter que cette position n'est pas à proprement parler celle des néoconservateurs, en majorité laïcs, mais la synthèse toute personnelle qu'en propose le président des États-Unis : une synthèse alliant la force et l'autorité des néoconservateurs et la sacralité du messianisme évangélique lui conférant sa légitimité d'action.

versel (universel « cosmopolitique » *versus* universel « messianique » pour les seconds), sert ici de clef pour comprendre aujourd'hui le rôle que joue la religion dans la conception quasi sacralisée du pouvoir dans l'Amérique de G. W. Bush.

Une précision toutefois. Un danger guette les analystes européens, pétris de bonnes intentions et infatués de la prétendue supériorité de leur modèle. Car si la question irakienne fut, à juste titre, la pierre d'achoppement des relations entre l'Europe et les États-Unis, si c'est légitimement que des millions de manifestants descendirent dans la rue à travers toute l'Europe (la « vieille » comme la « nouvelle »), pour affirmer haut et fort leur refus de cette politique unilatérale de la force, cette légitimité ne s'étend pas aux attaques personnelles et aux simplismes de l'antiaméricanisme qui colorent aujourd'hui les propos de la plupart des journalistes et analystes. Mettre le doigt sur les différences des visions du monde n'implique pas de verser dans l'antiaméricanisme primaire.

L'ETHNOCENTRISME DES EUROPÉENS...

« C'est presque le diable en personne ». C'est par ces mots que certains fervents adversaires européens du président Bush qualifiaient il y a peu le nouveau prési-

dent élu des États-Unis d'Amérique. Certes depuis Michael Moore, les détracteurs de la dynastie Bush ont accumulé maints arguments pour alimenter leur lutte. Toutefois, des arguments aux fantasmes, il n'y a souvent qu'un pas, que de (trop) nombreux protagonistes n'ont pas hésité à franchir.

Un dérapage va ainsi s'opérer, chez les analystes européens, lors de la campagne des primaires américaines de cette année 2004, sous la forme d'un triple glissement. Le premier consiste à soutenir sans réserve le candidat John Kerry contre l'« infâme » G. W. Bush, le boucher de l'Irak. Cette prise de position a déjà des accents spécifiques. Car, ce n'est pas tant le projet de John Kerry qui motive et séduit les Européens, mais bien celui de Bush qui les révolte. Kerry devient en Europe, comme au Parti démocrate, non pas un politique visionnaire, mais avant tout un pragmatique capable de battre Bush. C'est le fameux slogan : « Tous, sauf Bush ». L'investissement très rapide des Européens dans le candidat démocrate reflète ainsi un choix stratégique : il s'agit d'abord et avant tout de battre ce « va-t-en guerre » de G. W. Bush. Or c'est, bien évidemment, jouer de naïveté (ou d'un cynisme implacable) que de résumer de la sorte les débats et les enjeux des élections présidentielles. Une chose est

claire : la position de Kerry dans cette affaire ne peut en aucun cas être qualifiée de « pacifiste ». Il a voté la guerre en Irak (avec ou sans état d'âme) puis, pour des considérations probablement tactiques, a voté contre le budget de cette guerre. Bref, il donne d'une main et reprend de l'autre. Une position ambiguë qui n'est pas sans poser problème.

Le soutien indéfectible des Européens à John Kerry va entraîner un second glissement : une européanisation de la figure de John Kerry. En deux mots, John Kerry va progressivement être assimilé à un Européen. On met en lumière son raffinement bostonien proche de celui des Européens, son intelligence d'analyse et sa culture, ses visées qualifiées, un peu rapidement, de sociale-démocrates, « et, en plus, il parle français », qu'espérer de mieux ! Bref, une assimilation presque parfaite à nos critères européens. Double naïveté, qui consiste, d'une part, à faussement rapprocher le leader démocrate des positions européennes, et, d'autre part, à, tout aussi naïvement, croire que cette image d'Européen, qu'on lui colle à la peau, ne peut que le faire élire ! C'est bien entendu tout le contraire qui s'est produit. Du pain béni pour l'équipe Bush. Quoi de plus détestable, en effet, pour un Américain, que cette figure archétypique de l'aristocrate européen

arrogant et donneur de leçons? Ici encore, rien de nouveau sous le soleil: déjà en 1768-1770 c'est contre l'arrogance de la monarchie anglaise et de son aristocratie que la colonie américaine entrainait en rébellion.

Mais ce n'est pas tout. L'élection de 2004 fut le théâtre d'une troisième dérive dans l'opinion publique européenne: l'assimilation, de l'ensemble des États-Unis à la figure de G. Bush Jr. Déçu sans nul doute de la défaite de leur « champion » (ou l'anticipant déjà), nombre d'Européens en vinrent à considérer que les États-Unis incarnaient par rapport à l'Europe une altérité intolérable qui devait au plus vite être bannie de leur monde. C'est oublier que le vote pour Bush est un vote composite, dont les motivations sont très diverses, et que par ailleurs, près de la moitié des électeurs se sont prononcés en faveur de Kerry. Une fois de plus la réalité est complexe.

La lumière crue que le résultat des élections a jetée sur cette triple illusion devrait nous donner, à nous Européens, matière à réflexion. Si la fracture entre l'Europe et les États-Unis semble en effet consommée, à tout le moins au niveau des représentations, n'y a-t-il pas matière à balayer dans notre propre jardin? Nous autres, Européens, ne cédon-nous pas trop vite à notre tempérament d'incorrigibles donneurs de leçons, toujours là pour critiquer, pour redresser les torts, mais incapables d'assumer les conséquences de nos critiques?

Notre propos n'est bien évidemment pas ici de sauver Bush en coulant l'Europe. Notre intention serait plutôt de mettre en lumière le déficit et les paradoxes de notre discours d'Européen sur des États-Unis d'Amérique, dont les failles servent bien souvent à masquer la vacuité de notre projet européen interne actuel. Le monde est toujours en attente

d'une Europe qui, stimulée par l'altérité du modèle américain, prendrait ses responsabilités sur la scène internationale pour défendre sa propre vision du monde: « au rouleau compresseur américain, commente H. Vedrine, au fait accompli unilatéraliste, l'Europe et le reste du monde peuvent-ils se borner à opposer les grands principes bafoués, l'impuissance multilatérale, les contradictions européennes et le statu quo au Moyen-Orient? Tous ceux pour qui l'administration Bush incarne un insupportable bond en arrière doivent bâtir une alternative: une O.N.U. réformée, et un Conseil de sécurité représentatif, une Europe lucide qui parle enfin vrai et s'engage à forger un consensus sur son rôle dans le monde; une tout autre façon de « remodeler » le Moyen-Orient et d'y favoriser la démocratie, une solution équitable du conflit israélo-palestinien; un dépassement de l'antagonisme islam-Occident⁹ ». ■

⁹ *Le Débat*, mai-août 2003.

Bibliographie

Dossier: « L'Amérique après l'Irak », dans *Esprit*, n° 8, août-septembre 2004.

Fath S., *Dieu bénisse l'Amérique, La religion de la Maison-Blanche*, Paris, Seuil, 2004, 285 p.

Frachon, A.; Vernet, D., *L'Amérique messianique. Les guerres des néoconservateurs*, Paris, Seuil, 2004.

Inglehart R. et Baker W., « Modernization, cultural change and the persistence of traditional values », dans *American Sociological Review*, 2000, t.5, p. 19-51.

Suskind R., « La foi de George W. Bush », dans *Le Monde*, 4 novembre 2004.

Vedrine H., « Que faire avec l'hyperpuissance? », dans *Le Débat*, n°125, mai-août 2003.

Victor, B., *La dernière croisade. Les fous de dieux version américaine*, Paris, Plon, 2004.